

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

SERVICE DE L'EQUIPEMENT RURAL

ARRETE 2D/4B/I/94/N°⁶⁶2005 en date du **2 SEP. 1994**
portant déclaration d'utilité publique
d'établissement des périmètres de protection et
autorisant la dérivation des eaux de la source
de Saint Antoine à entreprendre par le syndicat
des eaux de Saint Antoine sur le territoire de la
commune de CONFRACOURT

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté préfectoral 2D/3/I/93/N°2563 du 9 décembre 1993 portant
adhésion de la commune de CONFRACOURT au syndicat intercommunal des eaux de
Saint Antoine ;

VU le projet de création des périmètres de protection de la source de
Saint Antoine, sise sur le territoire de la commune de CONFRACOURT ;

VU le plan des lieux et notamment le plan et l'état parcellaire des terrains
compris dans les périmètres de protection de la source d'alimentation en eau potable ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 28 mars 1991
adoptant le projet, créant des ressources à l'exécution des travaux et demandant la
déclaration d'utilité publique desdits travaux ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Haute-Saône en
date du 9 avril 1993 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à
l'arrêté préfectoral 2D/4B/I/93/N° 1467 en date du 22 juillet 1993 en vue de la déclaration
d'utilité publique susvisée ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
en date du 9 avril 1994 sur les résultats de l'enquête ;

VU le Code rural et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux
non domaniales ;

VU le Code de l'administration communale ;

VU le décret 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la
consommation humaine ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 définissant les procédures administratives
relatives à la mise en place des périmètres de protection des points d'eau destinés à
l'alimentation des collectivités humaines ;

- 2 -

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU le code d'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11.1 à L 11.7 et R 11.1 à R 11.18 inclus ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2ème) et le décret d'application modifié n° 55.1350 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur qui est favorable à la réalisation du projet, conformément à ses prescriptions mentionnées aux articles 5 ci-après ;

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus à l'article 2 du décret n° 72.195 du 29 février 1972 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône.

A R R E T E

ARTICLE 1. - Sont déclarés d'utilité publique, l'établissement des périmètres de protection de la source de Saint Antoine destinée à l'alimentation humaine et située sur le territoire de la commune de CONFRACOURT.

ARTICLE 2. - Le syndicat intercommunal des eaux de Saint Antoine est autorisé à dériver les eaux de la source, jusqu'à concurrence de 480 m³ /jour avec un maximum de 30 m³/heure.

ARTICLE 3. - Il sera établi autour du puits un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée, conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté et en application des dispositions de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et de l'article 21 du décret modifié n° 89-3 du 3 janvier 1989.

ARTICLE 4. - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, qui devra appartenir en pleine propriété à la collectivité, toute activité y est interdite. Il devra être clos ; le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt dressera procès-verbal de l'opération.

De plus, le lit du ruisseau sera recouvert sur la longueur du périmètre de protection immédiate par une couche de gravier et un seuil de 0,20 m en aval de l'aqueduc d'accès à la station sera réalisé.

ARTICLE 5. - Le périmètre de protection rapprochée comprend les parcelles cadastrées section ZD n° 17, 18 et pour partie les parcelles ZD 19, 20, 23, ZE n° 5 et 8, B n° 41 pour partie.

.../...

A l'intérieur de ce périmètre y est interdit :

- le forage de puits,
- les puits filtrants pour évacuation des eaux usées,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- l'installation de dépôts de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'implantation d'ouvrages de transports des eaux usées brutes ou épurées d'hydrocarbures ou de tous produits liquides ou gazeux polluants,
- l'épandage de lisier et d'eaux usées d'origine industrielle ou domestique,
- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, de fumier, d'engrais et de tous produits destinés à la fertilisation du sol ou à la destruction des ennemis de la culture,
- l'épandage du fumier, d'engrais organiques,
- l'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- le déboisement.

Y est règlementé :

-les épandages d'engrais chimiques destinés à la fertilisation des sols.
Les niveaux maximum annuels admissibles par hectare sont fixés à :

* 50 kg d'azote (N) - 80 kg d'acide phosphorique ($P_2 O_5$) et 80 kg de potasse (K) pour les parcelles ZD 17, 18, 23, ZE 5 et 8 pour sa partie est, à partir de la ligne de crête qui seront conservés en prairies naturelles

et à :

* 100 kg d'azote (N) - 80 kg d'acide phosphorique ($P_2 O_5$) et 80 kg de potasse (K) pour les parcelles ZD 19, 20, 23 et ZE 8 pour sa partie ouest qui conserveront une couverture hivernale si elles sont mises en culture.

ARTICLE 6. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la santé publique. La qualité des eaux sera placée sous contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène. Les analyses d'eau périodiques réalisées sur la distribution devront faire ressortir, au moins deux fois par an, la teneur en nitrates afin de modifier les doses d'engrais autorisées à l'article 5, si cette teneur atteint 25 mg/litres.

ARTICLE 7. - Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 4 et 5, il devra être satisfait aux obligations résultant à l'institution desdits périmètres dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8. - Les expropriations éventuelles devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

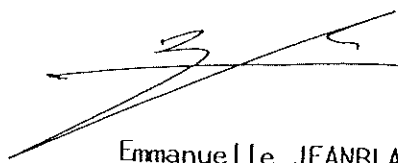
ARTICLE 9. - Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 4 et 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les textes pris pour son application.

ARTICLE 10. - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du syndicat intercommunal des eaux de Saint Antoine, d'une part publié à la conservation des Hypothèques du département de la Haute-Saône et d'autre part notifié à chacun des propriétaires des terrains concernés par l'établissement desdits périmètres. Une copie de ces actes sera adressée au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à Vesoul.

ARTICLE 11. - Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Saône, le Maire de CONFRACOURT, le Président du syndicat des eaux de Saint Antoine, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à Vesoul au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de Vesoul, au Directeur des Services Vétérinaires à VESOUL.

POUR AMPLIATION,
POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DU BUREAU


Emmanuelle JEANBLANC



FAIT A VESOUL, LE 22 SEP. 1994

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL

Bertrand FURNO

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

RÉF A RAPPELER : CT/AJ
AFFAIRE SUIVIE PAR : 3545
POSTE TÉL. :

ARRETE 2D/4B/I/95/N° 621
du 17 MARS 1995
portant modification de l'arrêté
2D/4B/I/94/N°2005bis du 22.09.1994
portant déclaration d'utilité publique
des travaux d'établissement des
périmètres de protection de la Source
de St-Antoine et autorisant la dérivation
des eaux de cette source, à entreprendre
par le SYNDICAT DES EAUX de SAINT-ANTOINE
sur le territoire de la commune de
CONFRACOURT.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU les articles L1 et L2 du Code de la Santé Publique,
- VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90-330 du 10 avril 1990 et n° 91-257 du 7 mars 1991,
- VU l'arrêté 2D/4B/I/94/N°2005bis du 22 septembre 1994 et notamment son article 6 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement des périmètres de protection de la source de St-Antoine et autorisant la dérivation des eaux de cette source à entreprendre par le syndicat des eaux de St-Antoine sur le territoire de la commune de CONFRACOURT,
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 21 octobre 1994,
- VU les propositions du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 7 mars 1995,
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

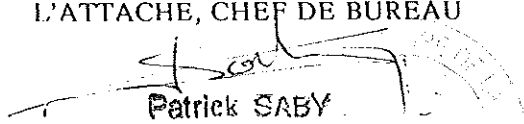
A R R E T E

ARTICLE 1 Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté 2D/4B/I/94/N°2005bis du 22 septembre 1994 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement des périmètres de protection de la source de St-Antoine et autorisant la dérivation des eaux de cette source, à entreprendre par le syndicat des eaux de St-Antoine sur le territoire de la commune de CONFRACOURT, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. La qualité des eaux sera placée sous le contrôle du Conseil départemental d'hygiène. Les analyses d'eau périodiques, réalisées conformément à la réglementation en vigueur, feront ressortir au moins quatre fois par an la teneur en nitrates afin de modifier les doses d'engrais autorisées à l'article 5 de l'arrêté du 22 septembre 1994, si cette teneur en nitrates atteint 25 mg/litre.

ARTICLE 2 Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à VESOUL, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Président du Syndicat des Eaux de Saint-Antoine, le Maire de CONFRACOURT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de Vesoul, et au Directeur des Services Vétérinaires à Vesoul.

POUR AMPLIATION,
POUR LE SECRETAIRE GENERAL
ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DE BUREAU


Patrick SABY

Fait à VESOUL, le 17 MARS 1994

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL

Bertrand FURNO.

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

RÉF A RAPPELER : CT/AJ

AFFAIRE SUIVIE PAR : 3545

POSTE TÉL. :

ARRETE 2D/4B/I/95/N° 621

du 17 MARS 1995

portant modification de l'arrêté
2D/4B/I/94/N°2005bis du 22.09.1994
portant déclaration d'utilité publique
des travaux d'établissement des
périmètres de protection de la Source
de St-Antoine et autorisant la dérivation
des eaux de cette source, à entreprendre
par le SYNDICAT DES EAUX de SAINT-ANTOINE
sur le territoire de la commune de
CONFRACOURT.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU les articles L1 et L2 du Code de la Santé Publique,
- VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90-330 du 10 avril 1990 et n° 91-257 du 7 mars 1991,
- VU l'arrêté 2D/4B/I/94/N°2005bis du 22 septembre 1994 et notamment son article 6 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement des périmètres de protection de la source de St-Antoine et autorisant la dérivation des eaux de cette source à entreprendre par le syndicat des eaux de St-Antoine sur le territoire de la commune de CONFRACOURT,
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 21 octobre 1994,
- VU les propositions du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 7 mars 1995,
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité


A R R E T E

ARTICLE 1 Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté 2D/4B/I/94/N°2005bis du 22 septembre 1994 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement des périmètres de protection de la source de St-Antoine et autorisant la dérivation des eaux de cette source, à entreprendre par le syndicat des eaux de St-Antoine sur le territoire de la commune de CONFRACOURT, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. La qualité des eaux sera placée sous le contrôle du Conseil départemental d'hygiène. Les analyses d'eau périodiques, réalisées conformément à la réglementation en vigueur, feront ressortir au moins quatre fois par an la teneur en nitrates afin de modifier les doses d'engrais autorisées à l'article 5 de l'arrêté du 22 septembre 1994, si cette teneur en nitrates atteint 25 mg/litre.

ARTICLE 2 Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à VESOUL, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Président du Syndicat des Eaux de Saint-Antoine, le Maire de CONFRACOURT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de Vesoul, et au Directeur des Services Vétérinaires à Vesoul.

POUR AMPLIATION,
POUR LE SECRETAIRE GENERAL
ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DE BUREAU


Patrick Saby

Fait à VESOUL, le 17 Mars

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL

Bertrand FURNO.

COMMUNE DE CONFRACOURT

PLAN PARCELLAIRE

DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE DE LA SOURCE SAINT-ANTOINE

ECHELLE : 1/2000

Pour le Préfet :
Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,

Emmanuelle JEANBLANC



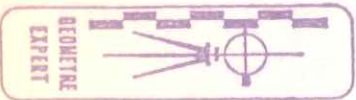
Vu pour être annexé à
l'arrêté de ce jour
le 22 SEP. 1994
Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Bertrand FUMMO

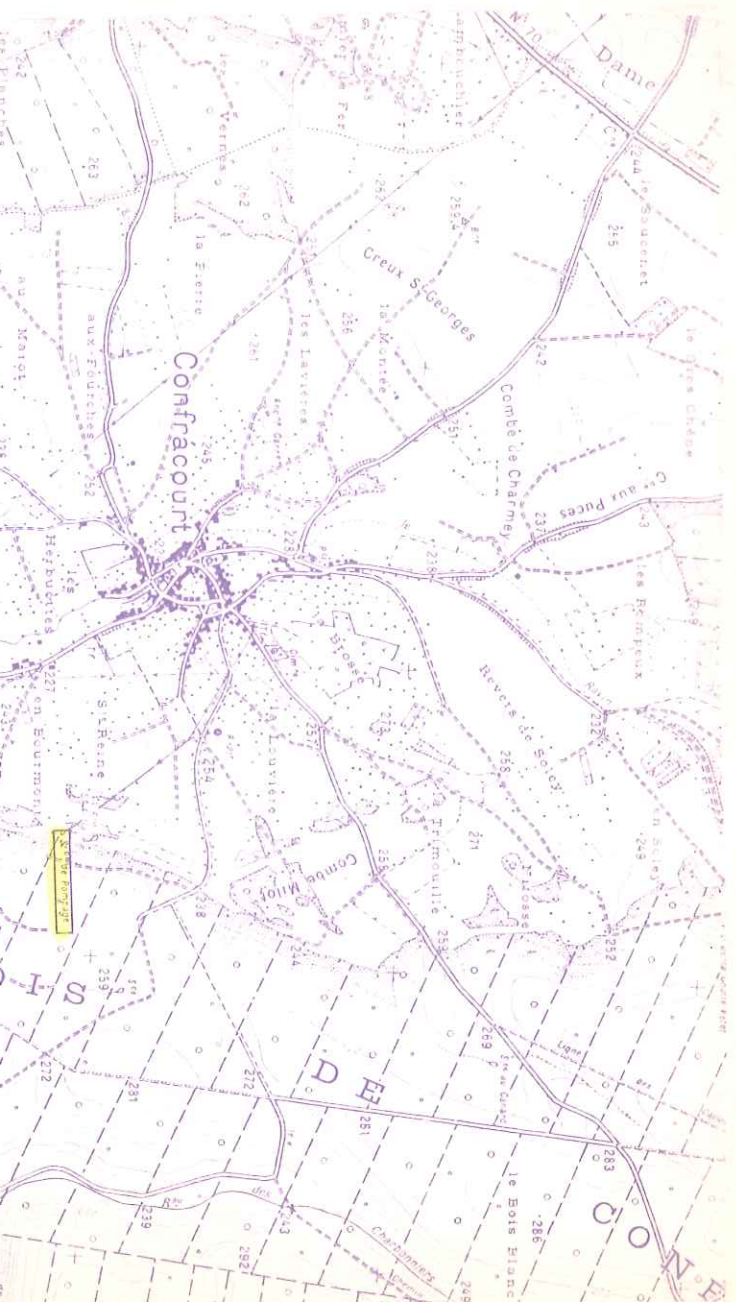
Dressé par Mr André LIMAGNE

Géomètre-Expert D.P.L.G.

A VESOUL, le 07/12/1992



PLAN DE SITUATION



SECTION ZI

Voie

12

13

SECT
"BOIS D

Périmètr

Périmètr

SECTION

C. 3

Commune



2

9

SECTION ZE
" AUX MONTANTS "

8

(8)

3

80

CTION B. 5

DIT DE RAUFOURG "

STATION DE
POMPAGE

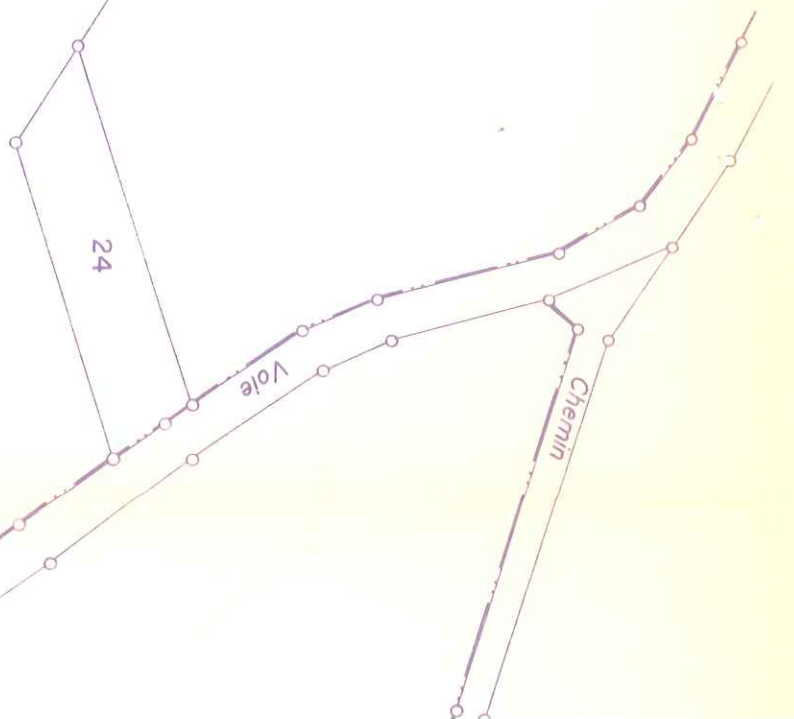
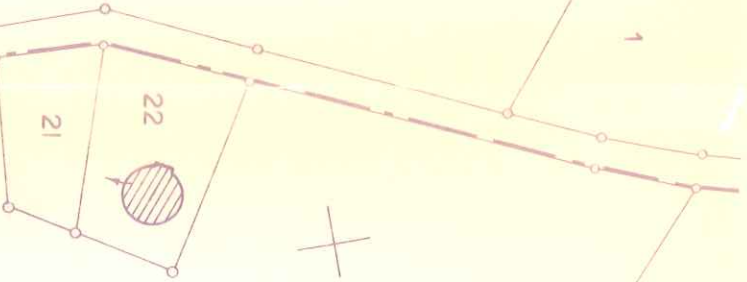
(10)

(11)

(12)

Ruisseau

Détruitement



**SECTION ZD
"RONDEY"**



**SECTION B.4
"LE BOIS BLANC"**



25

n° 8

d'exploitation

Chemin

Vole

24

23



SECTION ZD
" RONDEY "

20

2

3

19



4

18

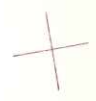
5

17

lucien



16



Commune

n° 3